

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 23 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANK

BP46 - Rue d'Yprès
59118 Wambrechies

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\TANK_Saint-pol-sur-mer_0007000551\2_Inspections\2023 10 10 CI Eau et récolement APAA
Code AIOT : 0007000551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement TANK implanté 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France.

La présente visite d'inspection a pour but de procéder au récolement de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021 à l'occasion du contrôle inopiné sur les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK
- 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer
- Code AIOT : 0007000551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TANK exploite une station de lavage de citernes routières et de cuves de 1 000 litres située à Saint-Pol-sur-Mer.

Le site dispose de 2 lignes de lavage pour les citernes alimentaires, une ligne pour les citernes non alimentaires et une ligne pour les fûts et containers.

L'établissement possède une station d'épuration interne qui réalise un prétraitement des effluents industriels avant leur rejet au réseau public.

Les activités sont régulièrement autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 1998, modifié par les arrêtés complémentaires des 23 août 2000, 5 avril 2001 et 14 mars 2007.

L'établissement fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021 sur ses rejets aqueux dont le non-respect avait conduit à l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière du 28 juin 2023.

Au regard des nouvelles non-conformités constatées sur les rejets aqueux, un second arrêté de mise en demeure a été pris en date du 28 juin 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement APMD du 4 août 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipement des points de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	Levée d'astreinte
2	Calage de l'autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	Levée d'astreinte
3	Stockage de produits chimiques	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en conformité l'équipement de son point de rejet 3 relatif aux eaux de process traitées.

Il a procédé à un calage de son autosurveillance.

Il a mis en place des rétentions adaptées et correctement dimensionnées tout en prenant en compte les incompatibilités.

Il est proposé la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 août 2021 et de l'arrêté d'astreinte journalière du 28 juin 2023 à Monsieur Le Préfet du Nord.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements des points de prélèvement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements des points de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 de l'APMD du 04/08/2021 – La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., 9.3. et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Considérant que l'article 9.3. de l'AP 15/06/1998 relatif à l'équipement des points de prélèvement stipule :</p> <p>Avant rejet dans le réseau d'assainissement, l'ouvrage d'évacuation du rejet 3 doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;- un pH-mètre en continu avec enregistrement.
<p>Constats :</p> <p><u>1) un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C :</u></p> <p>Par courrier du 20 mars 2023 et par courrier du 25 septembre 2023, l'exploitant a déclaré qu'un nouveau débitmètre de marque BAMO avait été installé en date du 7/11/2022 avec un asservissement du prélèvement au débit opérationnel à la date du 9/11/2022.</p> <p>La justification jointe datée du 9/11/2022 attestait de ce raccordement. Elle mettait toutefois en exergue une température de conservation de l'échantillon à une température supérieure à 4°C (température réfrigérateur affichée à 5°C).</p> <p>Par courrier du 25 septembre 2023, il déclare avoir procédé au changement du thermomètre au profit d'un thermomètre digital sans préciser la date de ce changement.</p> <p>Le thermomètre affichait le jour de la visite du 10/10/23 une température de 3,7 °C.</p> <p><u>2) Appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement et pH-mètre en continu avec enregistrement.</u></p> <p>Par courrier du 25 septembre 2023, l'exploitant déclare procéder à des relevés journaliers manuels du débit et du pH ainsi qu'à un enregistrement en continu de ces 2 paramètres.</p> <p>Pour en justifier, il joint 3 extraits aux dates du 6/9/23, 30/08/23 et 25/08/23.</p> <p>Ces enregistrements n'étaient pas consultables le jour de la visite du 10/10/23 en raison de l'indisponibilité du responsable d'établissement.</p>

Néanmoins, l'exploitant a transmis sous 48H par courrier du 13 octobre 2023 les enregistrements relatifs à la mesure de pH et de débit pour les 2 périodes sollicitées par l'Inspection : période du mois de septembre 2023 et pour les journées du 10 au 11 octobre 2023.

Il a complété ses déclarations en précisant que le pH est enregistré en continu par un enregistreur NANODAC (toutes les secondes) mais également relevé manuellement et ponctuellement tous les jours par le sous-traitant TPF UTILITIES (horaire variable) avec report sur une fiche spécifique.

En ce qui concerne le débit, il est relevé manuellement tous les jours par le personnel TANK à partir du débitmètre situé au pied du bassin et est enregistré en continu par l'enregistreur NANODAC.

L'exploitant a précisé que sa déclaration GIDAF est basée sur les enregistrements en continu.

Par sondage, l'Inspection a procédé au contrôle de cohérence pour le paramètre pH entre les enregistrements pour le 19/09 12h10 et le 22/09 8H00 et les informations reportées sur la déclaration GIDAF et le relevé du sous-traitant. Les valeurs de pH reportées sont cohérentes.

En ce qui concerne la période du contrôle inopiné réalisé entre le 10/10/23 10H et le 11/10/23 10H, il apparaît une cohérence entre les informations relevées par l'exploitant et transmises au laboratoire SGS (60,3 m³) et celles issues de l'enregistrement (59,5 m³).

Ce point de non-conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 août 2021 relatif à l'équipement de son point de rejet 3, point repris dans l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 28 juin 2023 est considéré levé à la date du 25 août 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Calage de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Article 1 de l'APMD du 04/08/2021 – La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., 9.3. et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Considérant que l'article 10.2. relatif au calage de l'autosurveillance stipule : Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).
Constats : <u>1) Réalisation du calage :</u> L'exploitant a réalisé un calage de l'autosurveillance en date des 27 et 28 décembre 2022 au titre de l'année 2022 et un calage du 10 au 11 août 2023 au titre de l'année 2023. <u>2) Conditions de réalisation du calage :</u> Le laboratoire retenu est Flandres Analyses. L'échantillonnage et les mesures de débit ont été réalisés par l'exploitant qui a sous-traité les analyses à Flandres Analyses. Parallèlement, Flandres Analyses a réalisé un prélèvement et des mesures de façon distincte puis a procédé à l'analyse de ses échantillons. Pour rappel, Le guide ministériel d'avril 2018 relatif à la mise en œuvre d'un programme de surveillance des rejets dans l'eau stipule que « <i>l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives selon les procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un autre organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'environnement pour l'analyse des paramètres considérés</i> ». Le laboratoire réalisant habituellement les analyses pour TANK étant WESSLING, Flandres Analyses pouvait ainsi être retenu pour réaliser ce calage, sous réserve qu'il dispose des agréments et/ou accréditations nécessaires pour l'analyse des paramètres considérés. Il ressort des rapports que le laboratoire Flandres Analyses ne dispose pas de l'accréditation exigible pour le paramètre SEC. De plus, l'inspection rappelle à nouveau que l'exploitant doit s'assurer auprès du laboratoire que ce dernier adopte les méthodes de prélèvements et d'analyses de référence stipulées dans l'avis du 22 février 2022. L'inspection note que la méthode retenue pour la Demande Chimique en Oxygène est la ST-DCO

au lieu de DCO et qu'il n'y a pas de référence de méthode précisée pour le paramètre SEC.

Observation n°1 : pour le calage 2024, l'exploitant vérifiera que le laboratoire dispose bien des agréments et/ou les accréditations exigibles pour les paramètres à considérer et que les méthodes de prélèvements et d'analyses adoptées sont bien celles stipulées dans l'avis du 22 février 2022.

3) Analyses des résultats :

Les calages n'ont pas été réalisés sur l'ensemble des paramètres soumis à autosurveillance : **la DBO5, les métaux et les hydrocarbures totaux n'ont pas fait l'objet d'analyses.**

De plus, le calage met en évidence en 2022 **d'importants écarts de résultats** (en gras) reportés dans le tableau ci-dessous. En 2023, la valeur de débit continue de présenter un **écart important**.

	Calage 27 au 28/12/2022		Calage 10 au 11/08/2023	
Paramètres	Flandres analyses	Tank	Flandres Analyses	Tank
Débit	30	20	42	55
pH	7,4	7,4	8,2	8,5
MES	130	320	25	33
ST-DCO	563	688	58	60
DCO	Non réalisé	Non réalisé	Non réalisé	Non réalisé
DBO5	Non réalisé	Non réalisé	9	8
Hydrocarbures Totaux	2,2	Non réalisé	< 0,1	Non réalisé
Métaux	Arsenic < 20 µg/l Cadmium <10 µg/l Chrome 19,2 µg/l Cuivre <10 µg/l Nickel 27 µg/l Plomb 61,6 µg/l Zinc 1200 µg/l Mercure <0,2 µg/l Fer 882 µg/l Aluminium 689 µg/l	Non réalisé	Arsenic < 20 µg/l Cadmium <10 µg/l Chrome < 10 µg/l Cuivre <10 µg/l Nickel 19,8 µg/l Plomb < 20 µg/l Zinc 127 µg/l Mercure <0,2 µg/l Fer 189 µg/l Aluminium 76,3 µg/l	Non réalisé
SEC	41	30	< 0,1	< 2

a) Calage 2022 :

Dans son rapport 2022.12.308/00 et pour justifier de l'**écart de débit constaté** (30 m³ vs 20 m³), le laboratoire Flandres Analyses avance que « l'écart de mesure établi lors de notre calage débitmétrique (20 %) est supérieur à l'EMT de 10% ciblé par la notice technique « Agences de l'Eau » du 23 août 2016 pour des volumes mesurés inférieurs à 50 m³ en calage.

Ce delta a pour explication principale la configuration du point de rejet de la STEP et des mesures de débit comparatives ayant été effectuées sur 2 ouvrages différents (conduite en charge pour Tank Services et conduite enterrée, équipée sur la durée du calage d'un manchon déversoir, pour Flandres-Analyses. Considérant ces constats le delta de 20% observé lors de notre calage n'est pas considéré substantiel ».

En ce qui concerne les écarts constatés sur les substances polluantes analysées , il avance que «*les analyses des paramètres traceurs (pH, ST-DCO, MeS et Matières extractibles) réalisées sur les 2 dispositifs de prélèvement (Flandres-Analyses et Tank Services) montrent une différence notable sur le paramètre MeS (plus marqué sur l'échantillon moyen Tank Services) avec incidence cohérente sur les teneurs en ST-DCO et Matières extractibles.*

Les facteurs pouvant expliquer cette différence « MeS » sont de 2 types :

- 🕒 Zones d'échantillonnage différentes (regard amont conduite enterrée pour Flandres-Analyses, fosse de prélèvement sortie STEP pour Tank Services)
- 🕒 Etat de propreté du flacon réceptacle de l'échantillonneur Tank Services
- 🕒 Position de la crépine de prélèvement sur fosse de prélèvement Tank Services et présence de sédiments décantés en fond de fosse ».

b) Calage 2023 :

Dans le calage 2023, on relève toujours un **écart non négligeable entre le débit de l'exploitant et celui du laboratoire agréé (55 m³ vs 42 m³)**, sans que des éléments supplémentaires ne soient apportés ou le lancement d'investigations complémentaires pour y remédier ne soit présenté par l'exploitant.

L'Inspection note que **cet écart de relevé de débit** est également constaté lors du contrôle inopiné du 10 au 11 octobre 2023 puisque le rapport SGS n°MS23-06192 précise un débit exploitant à **60,3 m³ contre un débit du laboratoire agréé à 44 m³**.

En lien avec cette problématique de débit, l'Inspection a de nouveau constaté lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2023 en présence de l'organisme agréé qu'un débit de 0.336 m3/h était affiché sur le débitmètre électromagnétique en place au pied du bassin alors qu'aucun rejet dans le puisard immédiat en sortie de station n'était constaté. A l'étage, l'affichage indiquait un débit quant à lui à 0.

Ce point avait déjà fait **l'objet d'une demande à l'exploitant dans le rapport de visite d'inspection du 7 février 2023 sans qu'aucun élément de réponse soit transmis.**

Il ressort des échanges avec l'organisme agréé SGS qu'un problème de récupération de signal ou d'étalonnage pourraient être à l'origine de cette dérive, cette dérive pouvant être à l'origine de la différence de débit constaté lors des calages d'autosurveillance.

Observation 2 – En cas d'écarts identifiés lors d'un calage de l'autosurveillance, l'exploitant doit en rechercher les causes afin d'y remédier dans les meilleurs délais.

Il recherchera notamment celles relatives à l'écart récurrent constaté sur la valeur de débit. A cet effet, il vérifiera notamment le bon état de fonctionnement du débitmètre et des reports d'informations.

En ce qui concerne les résultats des substances polluantes, les résultats sont cohérents. Le rapport Flandres Analyses 2023.08.165/00 du calage 2023 précise que « *les analyses des paramètres traceurs réalisées sur les 2 dispositifs de prélèvement sont tous cohérents, reflet d'une bonne représentativité de l'échantillonnage assuré par le dispositif Tank Services* ».

Observation 3 – L'exploitant doit inclure dans son calage annuel l'ensemble des paramètres soumis à autosurveillance.

Il planifiera la réalisation d'un calage d'autosurveillance au 1^{er} trimestre 2024 en prenant en compte l'ensemble des observations formulées par l'Inspection.

Il est considéré que l'exploitant a satisfait au point de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021 relatif à la réalisation d'un calage de l'autosurveillance. Ce point repris dans l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative est considéré levé à la date du 11 août 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 3 : Stockage de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 de l'APMD du 04/08/2021 "La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., 9.3. et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté".</p> <p>Considérant l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui dispose : «I. - <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]III.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions intérieures et extérieures contrôlées mettent en évidence un respect du volume des capacités et une gestion correcte des incompatibilités entre produits.</p> <p>Aucun Grand Récipient Vrac (GRV) n'était présent le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a déclaré que l'action de mise en conformité a été finalisée par la mise en place d'une séparation bétonnée en août 2023, point vérifié lors de la visite du 10 octobre 2023.</p> <p>Il est considéré que l'exploitant s'est mis en conformité à la date du 31 août 2023</p> <p>Ce point de non-conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 août 2021 repris dans l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 28 juin 2023 est considéré levé à la date du 31 août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte